Clauses d'exclusion et Unfair Contract Terms Act 1977

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les conditions des plateformes contiennent de larges exclusions et limitations de responsabilité. L'Unfair Contract Terms Act 1977 de Singapour, loi sur les clauses contractuelles abusives qui reprend la loi anglaise, les encadre de trois manières. La responsabilité pour décès ou dommage corporel causé par négligence ne peut pas être exclue. La responsabilité pour d'autres pertes causées par négligence ne peut l'être que si la clause est raisonnable.[1] Lorsqu'une partie contracte en tant que consommateur ou sur la base des conditions générales écrites de l'autre partie, cette dernière ne peut exclure ou restreindre sa responsabilité pour sa propre inexécution que dans la mesure où la clause est raisonnable. Le même critère s'applique à une clause revendiquant le droit de fournir une prestation sensiblement différente de celle qui était attendue.[2] Le caractère raisonnable s'apprécie selon la section 11 et les lignes directrices de la Second Schedule. Le tribunal tient compte du rapport de force entre les parties, de la possibilité pour le client de contracter ailleurs sans la clause, de la connaissance que le client avait de la clause et de l'adaptation des biens ou services à la commande du client.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Trois caractéristiques des conditions des plateformes d'échange sont fragiles. La première est l'exclusion générale de responsabilité pour la perte des actifs des clients « quelle qu'en soit la cause » (howsoever caused). Appliquée à la propre négligence de la plateforme, elle doit satisfaire au critère du caractère raisonnable et y parviendra difficilement à l'égard des clients de détail. La deuxième est la clause autorisant la plateforme à suspendre, geler ou clôturer des comptes « à sa seule discrétion ». Elle relève de la section 3(2)(b) en tant que revendication du droit de fournir une prestation sensiblement différente de celle qui était attendue. La troisième est la clause excluant la responsabilité pour les interruptions de service en période de volatilité, c'est-à-dire au moment où le client a le plus besoin de négocier. Les juridictions singapouriennes ont appliqué la loi avec une certaine rigueur aux conditions standard imposées aux particuliers, tout en laissant une plus grande latitude aux parties commerciales qui négocient sur un pied d'égalité.[4]

Les plateformes dont les conditions sont régies par un droit étranger n'échappent pas pour autant à la loi. La section 27 prévoit que la loi s'applique nonobstant le choix d'un droit étranger lorsque ce choix semble avoir été imposé entièrement ou principalement pour éluder la loi. Elle s'applique également lorsque le client a contracté en tant que consommateur, avait sa résidence habituelle à Singapour et y a accompli les démarches essentielles à la conclusion du contrat.[5] Une cliente de détail résidant à Singapour qui a ouvert un compte en ligne depuis Singapour peut donc invoquer la loi contre les exclusions d'une plateforme offshore, à condition de pouvoir attraire la plateforme devant une juridiction singapourienne.

Notes

1. Unfair Contract Terms Act 1977, section 2. ↩
2. Unfair Contract Terms Act 1977, section 3. ↩
3. Unfair Contract Terms Act 1977, section 11 et Second Schedule. ↩
4. *Kenwell & Co Pte Ltd v Southern Ocean Shipbuilding Co Pte Ltd* [1998] SGHC 316 et la jurisprudence ultérieure appliquant la section 11 de l'Unfair Contract Terms Act 1977 aux clauses d'exclusion des contrats types à Singapour. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

5. Unfair Contract Terms Act 1977, section 27(2). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com